



AVIS PUBLIC

AUX PERSONNES INTÉRESSÉES AYANT LE DROIT DE SIGNER UNE DEMANDE D'APPROBATION RÉFÉRENDIAIRE

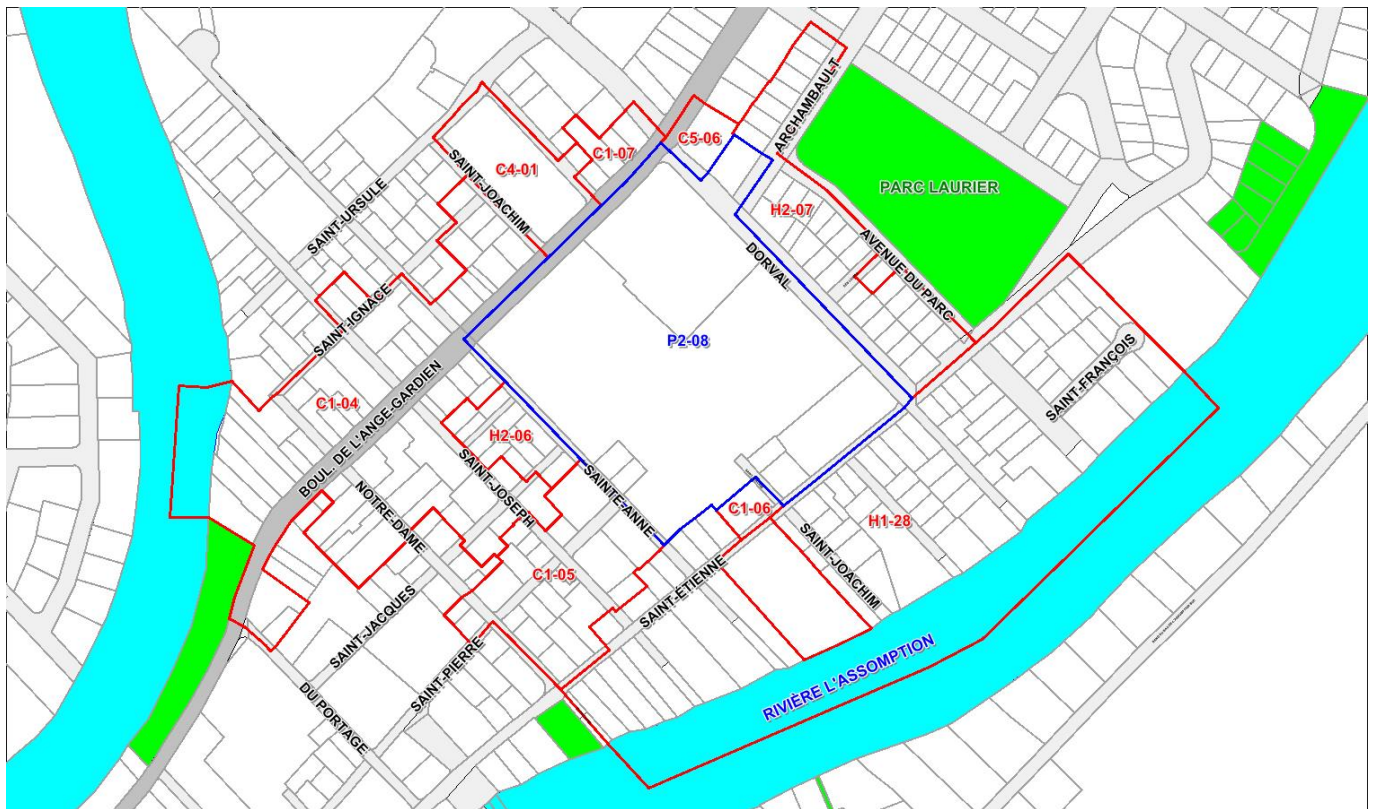
1. À la suite de l'assemblée publique de consultation tenue le 2 octobre 2018 sur le premier projet de règlement numéro 300-24-2018, le conseil municipal a adopté, à la séance du 9 octobre 2018, le second projet de règlement numéro 300-24-2018 ayant pour titre :

SECOND PROJET DE RÈGLEMENT NUMÉRO 300-24-2018 AMENDANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE NUMÉRO 300-2015 RELATIF AU ZONAGE DE LA VILLE DE L'ASSOMPTION, TEL QU'AMENDÉ, SOIT :

- Ajouter la note (306) à la zone P2-08 (Cégep régional de Lanaudière et Collège de l'Assomption) ;
 - Modifier l'article 87 concernant les logements supplémentaires situés en zone agricole ;
 - Modifier l'article 151 concernant l'harmonie architectural ;
 - Ajouter l'article 157.1 concernant l'utilisation de bloc de béton ;
 - Modifier l'article 225 concernant la protection du site pour les piscines hors terre ;
 - Modifier l'article 263 concernant les terrasses de restauration ;
 - Modifier l'article 485 concernant les matériaux autorisés pour les clôtures ;
 - Modifier l'article 487 concernant les matériaux autorisés pour un écran paysager ;
 - Modifier l'article 498 concernant l'implantation d'une enseigne ;
 - Modifier l'article 513 concernant la composition d'une enseigne ;
 - Modifier l'article 517 concernant l'éclairage d'une enseigne ;
 - Modifier les articles 279, 582, 586, 587, 590, 592, 593, 594, 600, 603, 604, 607, 610, 611 et 627 concernant l'aménagement des aires de stationnement (bordure de béton) ;
 - Modifier les articles 787 et 795 concernant l'obligation de planter des arbres et l'abattage des arbres ;
 - Modifier l'article 918 concernant la terminologie ;
 - Abroger la note (201) ;
 - Modifier la note (149) de la grille C1-16 (intersection du boulevard de l'Ange-Gardien Nord et des rues Saint-Jean est et ouest).
2. Les articles 2 et 32 de ce second projet de règlement contiennent des dispositions qui peuvent faire l'objet d'une demande de la part des personnes intéressées afin qu'un règlement qui les contient soit soumis à leur approbation conformément à la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (LERM).
- L'article 2 vise à ajouter la note (306) à la zone P2-08 (Cégep régional de Lanaudière et Collège de l'Assomption) :

Zone concernée : P2-08

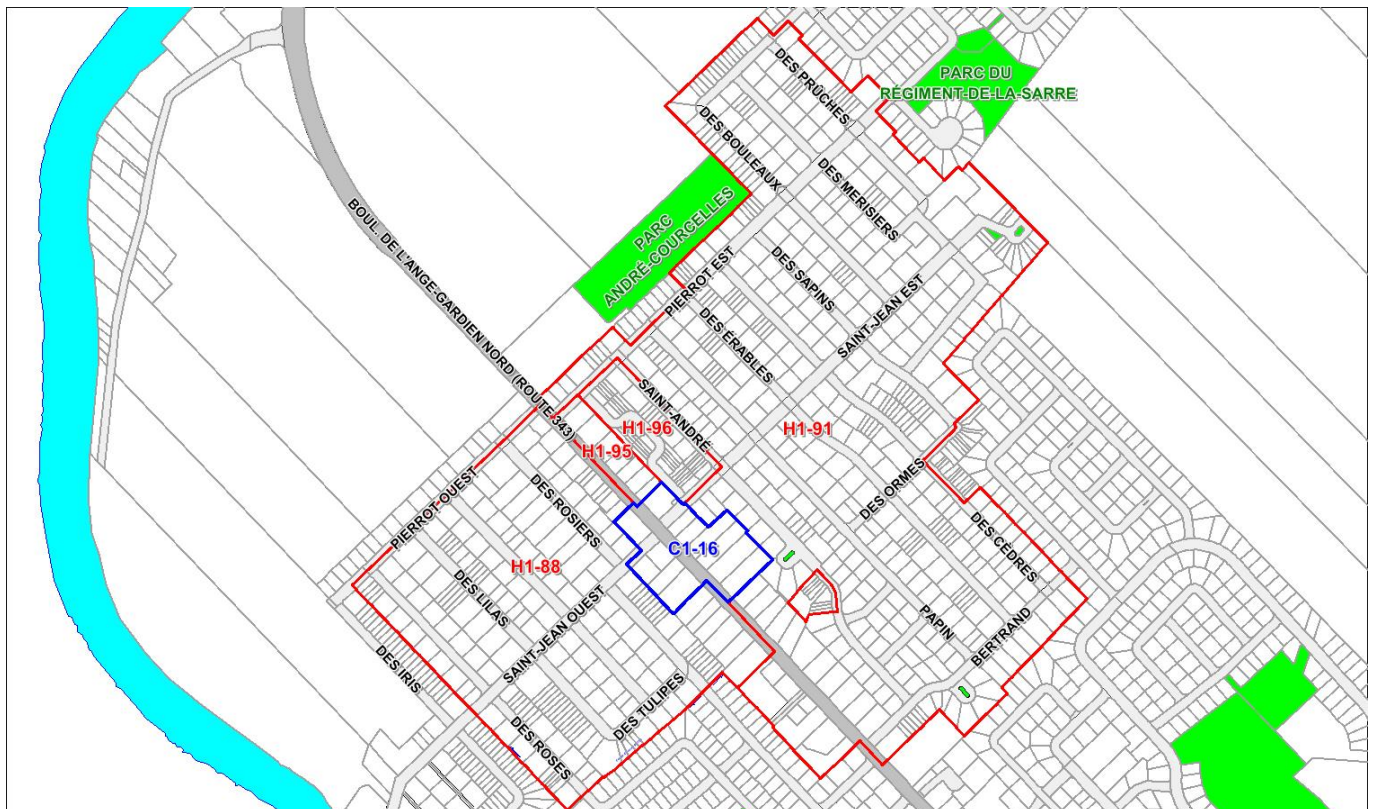
Zones contiguës : C1-04, C1-05, C1-06, C1-07, C4-01, C5-06, H1-28, H2-06 et H2-07



- L'article 32 vise à modifier la note (149) de la grille C1-16 (intersection du boulevard de l'Ange-Gardien Nord et des rues Saint-Jean est et ouest) :

Zone concernée : C1-16

Zones contiguës : H1-88, H1-91, H1-95 et H1-96.



Conformément à l'article 132 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, la description des zones visées ou leur illustration peut être consultée à la Division de l'aménagement urbain au 375, rue Saint-Pierre à L'Assomption.

3. CONDITION DE VALIDITÉ D'UNE DEMANDE :

Pour être valide, toute demande doit :

- ▶ indiquer clairement la disposition qui en fait l'objet et la zone d'où elle provient;
- ▶ être reçue à la Division du greffe au 399 rue Dorval, **au plus tard, le mercredi 24 octobre 2018 à 16 h 30;**
- ▶ être signée par au moins 12 personnes intéressées dans chaque zone d'où elle provient **ou** par au moins la majorité d'entre elles si leur nombre n'excède pas 21.

4. PERSONNES INTÉRESSÉES :

4.1 Est une personne intéressée, toute personne qui, le 2 octobre 2018, et au moment d'exercer ses droits, n'est frappée d'aucune incapacité de voter en vertu de la LERM et qui remplit une des deux conditions suivantes :

demande

-être une personne physique domiciliée dans une zone d'où peut provenir une valide et, depuis au moins six mois, au Québec;

ou

-être, depuis au moins 12 mois, le propriétaire d'un immeuble ou l'occupant d'un établissement d'entreprise situé dans les zones concernées;

4.2 Une personne physique doit également, le 2 octobre 2018, et au moment d'exercer ses droits, être majeure, de citoyenneté canadienne et ne pas être en curatelle.

4.3 Une personne morale qui est habile à voter exerce ses droits par l'entremise de l'un de ses membres, administrateur ou employé qu'elle désigne à cette fin par résolution.

4.4 Les copropriétaires indivis d'un immeuble qui sont des personnes habiles à voter des zones concernées désignent parmi eux, au moyen d'une procuration signée par la majorité d'entre eux, une personne qui a le droit de signer la demande en leur nom et d'être inscrite sur la liste référendaire et qui n'a pas le droit d'être inscrite prioritairement à un autre titre, à savoir : 1° à titre de personne domiciliée; 2° à titre de propriétaire unique d'un immeuble; 3° à titre d'occupant unique d'un établissement d'entreprise.

4.5 Les cooccupants d'un établissement d'entreprise qui sont des personnes habiles à voter des zones concernées désignent parmi eux, au moyen d'une procuration signée par la majorité d'entre eux, une personne qui a le droit de signer la demande en leur nom et d'être inscrite sur la liste référendaire et qui n'a pas le droit d'être inscrite prioritairement à un autre titre, à savoir : 1° à titre de personne domiciliée; 2° à titre de propriétaire unique d'un immeuble; 3° à titre d'occupant unique d'un établissement d'entreprise; 4° à titre de copropriétaire indivis d'un immeuble.

4.6 Les personnes morales, les copropriétaires et cooccupants doivent produire leur résolution ou leur procuration en même temps que la demande. Elle prend effet lors de sa réception et demeure valide tant qu'elle n'est pas remplacée.

4.7 Sauf dans le cas d'une personne désignée comme représentant d'une personne morale, ou pour la personne désignée comme représentant de plusieurs personnes morales, nul ne peut être considérée comme personne intéressée à plus d'un titre conformément à l'article 531 de la LERM.

5. ABSENCE DE DEMANDES :

Toute disposition contenue au second projet de règlement qui n'aura fait l'objet d'aucune demande valide pourra être incluse dans un règlement qui n'aura pas à être approuvé par les personnes habiles à voter.

6. CONSULTATION DU PROJET :

Le second projet de règlement peut être consulté à la Division du greffe situé au 399, rue Dorval à L'Assomption et à la Division de l'aménagement urbain situé au 375, rue Saint-Pierre à L'Assomption, durant les heures normales de bureau (du lundi au mercredi, de 8 h 30 à 12 h 00 et de 13 h 00 à 16 h 30, le jeudi de 8 h 30 à 12 h 00 et de 13 h 00 à 17 h 30 et le vendredi, de 8 h 30 à 12 h 30).

Donné à L'Assomption, ce 16^e jour du mois d'octobre 2018.

Jean-Michel Frédérick
Greffier adjoint par intérim